

Le premier ministre du Québec, M. François Legault, a présenté, aujourd'hui, sa vision économique qui fixe un objectif ambitieux : faire du Québec une nation plus prospère dont le niveau de richesse sera comparable à celui de ses voisins canadiens, notamment l'Ontario. Pour y parvenir, le gouvernement misera sur sa plus grande richesse : les Québécois eux-mêmes. Il compte notamment encourager l'achat québécois afin de permettre au Québec de stimuler son marché intérieur.

Intitulé *Une vision économique ambitieuse - un Québec qui gagne*, le document dévoilé aujourd'hui définit l'action gouvernementale autour de cinq grands chantiers qui structureront les initiatives des prochaines années: la production et l'achat québécois, les exportations, l'innovation, la main-d'œuvre et l'économie verte.

Fait au Québec

L'actuelle pandémie a rappelé qu'il peut être hasardeux de dépendre de l'étranger pour des biens stratégiques. Elle a aussi confirmé que les entreprises d'ici étaient capables de se retourner rapidement, de s'adapter et d'innover. Le gouvernement lance donc un vaste chantier pour encourager les entreprises à fabriquer, au Québec, des biens autrefois importés. Il encouragera aussi les Québécois à acheter des produits d'ici, dans des commerces d'ici. L'État donnera l'exemple dans les achats publics en accordant la priorité aux entreprises et aux produits du Québec.

Un Québec innovant

L'innovation est la clé d'une plus grande prospérité économique. En innovant, les entreprises sont en mesure à la fois d'offrir de nouveaux produits et services et de gagner en productivité, en compétitivité et en efficacité. La modernisation, depuis les technologies de l'information jusqu'à la robotisation, est devenue incontournable, avec la rareté de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs. Le gouvernement encouragera avec force la recherche et le développement ainsi que la commercialisation. Un des moyens d'y arriver passe par la création des zones d'innovation qui sont en plein essor dans plusieurs régions. Ces dernières rapprocheront le milieu du savoir de celui des entreprises et feront émerger de nouveaux centres d'excellence et des secteurs d'activité stratégiques. La numérisation est, plus que jamais, devenue essentielle pour permettre le travail à distance et ouvrir aux entreprises de nouveaux marchés et de nouvelles clientèles.



Dans la foulée du Grand cercle économique des Peuples autochtones et du Québec, le premier ministre François Legault a annoncé aujourd'hui que le gouvernement du Québec soutiendra l'École des dirigeants des Premières Nations de HEC Montréal. Au cours des cinq prochaines années, un financement de 10 millions de dollars sera réservé afin d'assurer la pérennité de cette initiative.

Les programmes proposés s'adressent spécifiquement aux dirigeants et aux entrepreneurs des Premières Nations, et seront élaborés en collaboration avec celles-ci afin que la formation soit en adéquation avec les besoins.

L'École des dirigeants des Premières Nations vise à favoriser le développement économique par et pour les Premières Nations. Elle permettra de faire émerger une relève forte de leaders issus des Premières Nations qui aura un impact fondamental dans le développement de l'autonomie des communautés, des organisations et des entreprises autochtones.

« La concrétisation du Grand Cercle économique des Peuples autochtones et du Québec démontre notre désir de rassembler nos talents communs pour façonner ensemble l'avenir de notre économie. Grâce à la création de l'École des dirigeants des Premières Nations, nous appuierons ensemble la formation d'une nouvelle génération de leaders et d'entrepreneurs autochtones qui pourront rayonner, inspirer et prospérer dans leurs communautés et bien audelà. Je salue l'esprit d'initiative de M^{me} Manon Jeannotte et de M. Ken Rock et je remercie HEC Montréal pour sa précieuse participation à ce projet. Travailler ensemble, c'est gagnant pour les peuples autochtones, c'est gagnant pour nos entreprises et c'est gagnant pour tout le Québec. » *François Legault, premier ministre du Québec*

« Depuis plusieurs années, nos institutions encouragent la mise en place de ressources éducatives élaborées par et pour les Premières Nations et les Inuits, qui méritent d'avoir le nécessaire pour s'autodéterminer et devenir des acteurs clés de notre prospérité collective. La création l'École des dirigeants des Premières Nations incarne parfaitement cette volonté, et j'ai espoir que sa mise sur pied entraînera une multiplication rapide des leaders autochtones au bénéfice de leurs communautés, mais aussi de l'ensemble des Québécoises et des Québécois. » Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones



La culture constitue une extraordinaire force pour l'épanouissement et le développement de la société québécoise. Elle s'enrichit au fil du temps par les réalisations d'artistes, d'artisans et de travailleurs culturels visionnaires et par l'inspiration d'entrepreneurs audacieux. L'engagement des citoyens, des gouvernements et de l'État témoigne de la valeur de ce trésor collectif. Il en résulte une immense fierté partagée et de solides bases sur lesquelles s'appuieront les actions futures.

C'est pourquoi le gouvernement du Québec inscrit à nouveau la culture au cœur de ses priorités. Il s'engage résolument à agir en faveur de la créativité, de l'éducation, de l'amélioration de la qualité de vie, de l'innovation et de l'adaptation dynamique à un monde en constante évolution. Il cherche à assurer une présence accrue de la culture et de la langue française dans le quotidien de l'ensemble de la population, tout en suscitant leur rayonnement au Canada et à l'étranger. Il vise à doter les personnes engagées dans le développement culturel du Québec des outils nécessaires pour relever les défis qui émergeront avec l'évolution de la société.

Ce projet, le gouvernement du Québec le porte haut et fort. Il le veut à l'image de la société québécoise, une société francophone, démocratique, pluraliste et riche de son caractère distinct; une société qui reconnaît l'apport des nations autochtones, de sa communauté d'expression anglaise et des personnes issues de l'immigration. Source d'enrichissement collectif, cette diversité a contribué, et contribue toujours, à établir le caractère unique et original de la culture québécoise.

La présente politique s'est nourrie des fruits des importantes consultations menées par le ministère de la Culture et des Communications. Des milliers de Québécoises et de Québécois ont participé à cet exercice, en tant que représentants d'organismes ou à titre individuel. Ils se sont également prononcés sur une version préliminaire de la politique. Un forum national a également permis aux associations nationales de faire valoir leur vision. De plus, deux comités ont formulé des recommandations et des avis tout au long des travaux. Enfin, dans le contexte d'une démarche particulière de consultation, les communautés autochtones ont pu exprimer leurs aspirations.